

urbaine d'Ostie et est appelé à faire date au sein des études anciennes.

MARIE-ADELIN LE GUENNEC

le_guenec.marie-adeline@uqam.ca

AHSS, 76-1, 10.1017/ahss.2021.58

1. Nicolas MONTEIX, *Les lieux de métier. Boutiques et ateliers d'Herculanum*, Rome, École française de Rome, 2010.

2. Cyril COURRIER, *La plèbe de Rome et sa culture (fin du 11^e siècle av. J.-C.-fin du 1^{er} siècle ap. J.-C., Rome, École française de Rome, 2014.*

Massimo Vallerani (dir.)

Valore delle cose e valore delle persone.

Dall'Antichità all'Età moderna

Rome, Viella, 2018, XVII-386 p.

Les concepts de valeur, de prix, d'estimation des marchandises et des patrimoines font l'objet d'une réflexion économique depuis le XVIII^e siècle, et leur imbrication a intéressé des générations de spécialistes en sciences sociales. La formation de ces notions dans l'Ancien Régime est particulièrement difficile à étudier, étant donné la distance conceptuelle plus que chronologique entre les logiques socio-économiques d'autrefois et d'aujourd'hui, un écart que certaines approches ont tort de trop souligner et de mettre au cœur de leur analyse, dans l'idée d'identifier les obstacles qui auraient retardé ou empêché l'évolution de l'économie vers la modernité (dont l'aboutissement est considéré, pour des raisons vaguement idéologiques, comme la pleine adoption du marché, qui serait le seul système efficace d'allocation des ressources).

Comme si la complexité de l'enchevêtrement entre des thématiques aussi riches de significations ne suffisait pas, le livre ajoute à son programme la question de la valeur des personnes, afin de montrer comment s'entrecroisent ces deux plans, indissociables surtout à l'époque préindustrielle, bien que, comme l'expose la dernière contribution de Jérôme Maucourant, ce sujet mérite aussi une profonde réflexion contemporaine. De plus, l'ouvrage part du présupposé que l'économie dans les mondes antique et moderne est véritablement constituée par « l'intersection de ces deux formes de classifications – l'échange économique et les systèmes d'évaluation sociale des individus » (p. XI).

L'ouvrage choisit d'embrasser un arc chronologique large, mais il se démarque d'une vision téléologique dans sa réflexion autour du concept de valeur. Il ne retrace pas le passage à la création d'une pleine économie de marché, une notion qui se trouve même remise en question comme concept absolu, atemporel, « naturel », auquel tendre pour approcher du développement tant désiré, en montrant que le marché est, à l'origine, un « lieu d'échange fortement influencé par la qualité des acteurs plus que par les marchandises en soi » (p. X).

La grille d'interprétation adoptée dans ce volume n'est donc pas, comme pourrait le faire croire l'énumération des contributions, simplement chronologique, et celui-ci ne met pas seulement au jour des époques de retournement ou de dénouements significatifs. Au contraire, le fil conducteur est le suivant : la fixation des valeurs dépend des contextes politiques et sociaux où elles se manifestent. En effet, l'exercice serait antihistorique et pour le moins arbitraire si l'ouvrage manipulait des concepts, comme la richesse ou la pauvreté, sans s'interroger sur ce que signifiait être riche dans un monde où la pleine propriété du patrimoine et des biens était largement minoritaire, où la terre était vue comme le bien principal et où la pauvreté n'était pas simplement une pénurie de biens (ni la richesse le contraire de la misère). Les communications se rejoignent également en ce que, à toutes les époques traitées (Mésopotamie, Grèce antique, Rome, Moyen Âge, Temps modernes), les opérations d'évaluation économique s'accompagnent d'une classification des personnes, c'est-à-dire d'une division en classes sociales.

Ainsi, l'approche chronologique du recueil est seulement apparente et sert surtout à apporter quelques éclaircissements dans l'analyse de l'interconnexion entre les choses et les hommes, afin de déterminer la valeur des biens et/ou des personnes selon leur capacité d'échange (entendue, pour les premiers, comme leur rôle dans les circuits commerciaux et, pour les seconds, comme leur contribution au bien commun à travers la mise en circulation de la richesse) ou en fonction de l'appartenance civique, dans le but de constituer un corps politique stable de la personne et de ses biens (considérés cependant comme subordonnés à la communauté et en tant que moyen d'indiquer l'appartenance à

celle-ci). La possession de certains « objets » acquérait de la sorte une valeur éminemment politique (avec des conséquences sociales, notamment dans le cas d'un bien comme la terre), actionnant une sorte de boucle, puisque la valeur des choses se trouvait à son tour influencée par la condition des personnes qui les possédaient et les échangeaient.

Le caractère politique de cette interconnexion est un autre point commun entre les contributions, qui se décline évidemment de manière différente selon la période historique analysée. Les recherches sur le monde mésopotamien (Walther Sallaberger, Elena Devecchi, Maurizio Viano) se concentrent sur une série d'institutions ou d'actions économiques difficiles à encadrer dans le champ (pourtant large) d'un marché compris au sens moderne du terme. Mais les auteurs se gardent d'une lecture univoque des faits économiques de ces sociétés, en valorisant leur capacité d'adaptation aux relations sociales complexes, c'est-à-dire leur faculté d'élaborer des instruments contractuels élastiques et modelés autour d'un cadre communautaire spécifique et localisé.

La relation entre valeur des biens et des personnes est soulignée encore plus vigoureusement dans les travaux portant sur l'âge classique (Giovanni Marginesu, Gianluca Cuniberti, Daniela Marchiandi, Cristiano Viglietti). C'est peut-être dans ces contributions qu'apparaît avec le plus de clarté, quoiqu' en filigrane, la façon dont la valeur attribuée aux biens dépend des personnes qui les possèdent, tandis qu'en même temps des biens précis garantissent l'accès aux élites.

Toutefois, la fiscalité montre sans doute encore mieux la relation entre propriété et statut social. Son importance est évidente dans la détermination d'un système de valeur, étant donné qu'elle applique des processus d'estimation afin de prélever un tribut. Elle est étudiée ici sous le prisme du cens à l'époque romaine et de l'*estimo* à l'époque médiévale (dans les essais de Marco Maiuro, Mattia Balbo, Clément Lenoble, Sara Menzinger, Massimo Vallerani et Marta Gravela, tandis que Cecilia Camino aborde ce thème à l'époque moderne). Comme pour le monde mésopotamien, où se percevait avec évidence la systématisation des processus d'accumulation et

de redistribution à l'intérieur d'une structure sociale organisée en fonction de hiérarchies prédéterminées – ce qui n'excluait pas, au cours des siècles, des changements dans la manière d'appliquer ces mécanismes (ainsi que dans les compétences des censeurs qui déterminaient l'assiette fiscale) –, la fiscalité médiévale connut une évolution certaine entre l'an 1000 et le XIV^e siècle, à la suite, notamment, de la tension entre le monde laïc et l'Église.

S. Menzinger explique bien cette transition, qui commença par la prédominance de la répartition territoriale des fidèles-contribuables sur le patrimoine foncier ecclésiastique. L'accent était mis sur la localisation spatiale des biens soumis à un prélèvement fiscal plus que sur la propriété. Les difficultés qu'affronte le droit canon lorsqu'il cherche à réduire l'individu à de simples références matérielles et territoriales, ainsi que la volonté de valoriser le comportement économique de la personne dans son ensemble convergèrent vers les intérêts du monde laïc qui privilégiait lui aussi le prélèvement fiscal fondé sur les biens, tout en prenant en compte à la fois le principe contractuel du prélèvement médiéval, selon lequel le paiement devait correspondre à un service, et les exigences des citoyens qui désiraient un statut privilégié vis-à-vis des habitants de la campagne. Avec l'introduction généralisée de nouveaux impôts sur les personnes (ou, du moins, où l'élément personnel était déterminant) à partir du XIII^e siècle, la répartition des charges fiscales par tête et par foyer transita vers une taxation liée à la propriété. Les instruments de quantification, les *estimi*, servirent donc à mesurer la richesse des personnes, mais aussi à catégoriser celles-ci en fonction de la quantité d'impôts à leur charge. Être reconnu *pauper* excluait du prélèvement fiscal, mais aussi de la vie publique de la ville ; les misérables, ou *nihil habentes*, représentaient des groupes hétérogènes réunis sur la base de critères variables selon les paramètres des *estimi* et les exigences fiscales (M. Gravela).

En outre, la question de l'estimation étant essentielle, le calcul de l'impôt fut progressivement soustrait à l'intervention des citoyens et confié à des personnes choisies à cette fin, exemple emblématique de la dimension ouvertement

politique de l'évaluation, puisque les décisions étaient si nombreuses et si délicates que le moindre résultat suscitait un conflit. Celui-là, loin de représenter une évaluation « objective » des charges fiscales, était plutôt une « contribution de citoyenneté », qui prenait en compte la valeur de la personne comme contribuable, ainsi que le montre M. Vallerani dans sa contribution sur l'*estimo* à Bologne en 1315.

Assurément, la dimension politique ne parvient pas à éclairer la totalité et la complexité de l'univers des valeurs, des normes et des conventions qui émergent des chiffres des *estimi*. Normes et conventions amènent à une autre thématique qui parcourt le volume, en particulier les deux dernières contributions portant sur les temps modernes (Michela Barbot, Jean-Yves Grenier) : celle des prix dans la pensée et la pratique économiques. Le juste prix était l'un des portants de l'architecture économique et juridique de la société d'Ancien Régime. Qu'il soit imposé par une autorité (on retrouve de nouveau la dimension politique de la valeur) ou désigné par la *communis aestimatio* (évaluation commune), sa détermination se rapportait à la notion de justice distributive (qui régulaient les rapports entre la société et ses membres) ainsi qu'à celle de justice commutative (qui devait établir l'équivalence entre prix et valeur du bien échangé entre deux partis), où l'équité se trouvait d'autant plus assurée que le juge était capable de résoudre d'éventuels déséquilibres.

Les contributions soulignent le rôle limité des disciplines de marché dans la structuration fortement personnalisée de l'échange sous l'Ancien Régime, mais la justice commutative y était subordonnée aux logiques distributives capables de la corriger. Ces dernières étaient l'objet de discussions et de procédures judiciaires dans lesquelles se reflétaient et se confrontaient les diverses conceptions du juste prix. Afin de devenir une référence partagée, le prix « naturel », de toute façon indéfinissable, devait se fonder sur une analyse et une justification de ses variations, ainsi que sur une série de garanties qui certifiaient et légitimaient certains choix politiques, et ce tout en restant exposé aux usages et aux ajustements qu'en faisaient les intéressés.

De là les vicissitudes, bien résumées par M. Barbot et J.-Y. Grenier, que traversèrent au XVIII^e siècle les tentatives théoriques et pratiques

d'affronter l'incertitude de la valeur des choses. Les traditions française et italienne convergent dans leur recherche d'une valeur intrinsèque du bien, avec sa composante objective (le coût des matières premières) et subjective (le coût du travail), établie par voie judiciaire. Bientôt, la conviction de pouvoir fixer le prix avant la rencontre des partis sur le marché dut être révisée et se changea en l'idée que le poids décisif dans la détermination de la valeur d'échange procédait de la concurrence. Celle-ci sembla cependant à son tour une solution inadaptée, considérée par certains comme un marché opaque, caractérisé par l'information inégale de partis, et une force destructrice incapable de répondre aux besoins d'une économie qui devait garantir la richesse. Il fallait donc un « juste prix » résultant d'un jugement collectif et prenant en compte le bien commun : la difficulté concrète d'établir une telle valeur amena d'abord à imaginer une concurrence régulée afin de diminuer les déséquilibres et de favoriser la création de champs professionnels égaux ; néanmoins, avec la pensée classique, cette concurrence évolua vers la préservation tenace du marché et des décisions individuelles des parties contractuelles, dans l'intérêt du commerce soumis à une vision désormais rationnellement optimiste de la concurrence capable de fixer la valeur de manière « impeccable ».

Mais est-il possible, dans ce processus de disparition du concept d'individu, dans la « grande nuit de l'équivalence généralisée » (p. 351) créée par la théorie néoclassique, d'éliminer complètement la dimension sociale ? Dans la contribution qui conclut l'ouvrage, J. Maucourant critique vivement cette conception, à partir d'une lecture approfondie de la pensée de Thorstein Veblen (qui dépasse l'« effet » simpliste qui porte son nom), en exprimant la nécessité, ravivée par les inégalités croissantes qui émergent dans les économies occidentales, de résister aux déconstructions individualistes en retrouvant « la *personne* derrière l'*individu* », c'est-à-dire les groupes, les historicités et les singularités qui font l'histoire de l'*homme réel* » (p. 367).

En définitive, le volume s'offre comme un prisme qui décompose le macro-concept de valeur en une série d'éléments qui, selon le lieu et l'époque, se recombinaient de manière efficace en vue de proposer des clefs d'interprétation chaque fois différentes, en ce qu'elles correspondent

à un contexte socio-économique précis où les particularités se manifestent.

FRANCESCO AMMANNATI
amma.fra@gmail.com

Traduction de Joséphine Sales
AHSS, 76-1, 10.1017/ahss.2021.59

Jane Kershaw et Gareth Williams (dir.)

Silver, Butter, Cloth: Monetary and Social Economies in the Viking Age
Oxford, Oxford University Press, 2019,
xvi-306 p.

Cette publication, qui fait suite à un colloque tenu à Londres en 2014, rassemble quatorze textes et une introduction. Elle s'inscrit dans une série de trois volumes¹ traitant de questions économiques en Europe du Nord pour les IX^e-XI^e siècles (même si, en réalité, plusieurs articles débordent largement sur les XII^e et XIII^e siècles). Ces dernières ont été profondément renouvelées depuis les années 2000, grâce au développement de nouvelles techniques d'analyse (portant par exemple sur la composition des alliages ou sur les isotopes) et à certains chantiers de fouilles majeurs (comme sur le site norvégien de Kaupang). Tandis que les deux premiers volumes étaient focalisés sur l'argent et la monnaie, cet ouvrage entend s'attacher à d'autres formes d'instruments d'échange, ce qui fait précisément son intérêt, tout en rappelant les spécificités de l'Europe du Nord, qui utilise encore largement le troc (ailleurs aussi du reste), mais également l'argent fragmenté au poids.

Dépassant les questions posées précédemment (monétarisation des économies, usage de l'argent au poids ou à sa valeur nominale...), ce livre explore l'économie sous un angle plus social. Il s'inscrit en cela dans la tendance historiographique (déjà ancienne) inaugurée par Karl Polanyi avec son « encastrément » (*embeddedness*) et profondément renouvelée depuis une vingtaine d'années : les transactions économiques ne sauraient se comprendre en dehors des liens sociaux dans lesquels elles s'insèrent et qu'elles contribuent à façonner. La diversité des moyens d'échange, les relations entre eux et leurs évolutions reflètent le fonctionnement économique des sociétés, mais aussi plus globalement leur organisation sociale, et même mentale.

En dépit d'une ambition initiale très large annoncée dans le titre à travers trois termes (*silver*, *butter* et *cloth*), le premier reste le mieux représenté : il faut attendre les tout derniers articles pour en apprendre davantage sur le beurre et le textile. L'argent se taille donc la part belle – ce qui est somme toute logique puisqu'il constitue alors le principal métal d'échange : dix textes sur les quatorze lui sont consacrés, contre seulement deux sur l'or (portant sur l'Angleterre et l'Estonie), les deux autres portant sur le reste du titre. Selon les cas, les textes proposent des réflexions sur un thème assez vaste (l'usage des pièces comme pendentifs, par Florent Audy) ou des études de cas plus précises, centrées sur des espaces parfois restreints (Danemark, Pologne, Estonie...) permettant de dégager quelques grandes idées ou de développer des considérations méthodologiques essentielles pour les études économiques.

Certaines contributions reviennent sur des sujets déjà bien traités ces dernières années, mais étudiés ici à nouveaux frais, comme la composition des trésors. Gitte Tarnow Ingvarsson montre ainsi, sur la base de trois trésors découverts sur l'île danoise de Bornholm, leur hétérogénéité et la diversité des comportements (utilisation ou thésaurisation des métaux, transformation des pièces en bijoux et des bijoux en moyen de paiement au poids...), qui renvoient à la vie économique mais également à l'organisation politique et sociale de cette île. Quant aux questions de fragmentation, un autre sujet auparavant largement débattu, elles sont traitées sous un angle très méthodologique par Marek Jankowiak et Mateusz Bogucki. Ce dernier souligne notamment, à partir d'exemples polonais, les effets de sources induits par les conditions et les méthodes de découverte, abordant l'inévitable question de la représentativité de données nécessairement incomplètes. Si le débat n'est pas nouveau, l'approche est cependant à la fois critique et nuancée par un auteur prudent face à toute conclusion hâtive ou tentative de généralisation, ce qui ne peut manquer d'interpeller l'historien ou l'archéologue.

Ester Oras, Ivar Leimus et Lauri Joosu soulignent la composition « cosmopolite » d'un trésor estonien (p. 165), rappelant que les trésors sont souvent très disparates, fruits des échanges et mélanges des peuples et des cultures dans